

Monsieur Mars di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 26 juillet 2017


Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, une « prime de lisier » est accordée aux centrales produisant de l'électricité à partir de biogaz, si le biogaz est produit avec une quote-part minimale de 70% d'effluents d'élevage. Cette prime doit contribuer à l'utilisation de substrats qui n'entrent pas en concurrence avec la chaîne alimentaire pour la production d'énergie.

- Combien d'installations de biogaz au Luxembourg sont en mesure de bénéficier de la « prime de lisier » ?
- Quels sont les autres substrats utilisés au Luxembourg pour la production du biogaz ? Dans quelle mesure des céréales propres à la consommation humaine sont-elles utilisées pour la production de biogaz ?
- Quelle proportion des surfaces agricoles est utilisée pour des cultures destinées à la production énergétique ? En comparaison aux années précédentes, cette proportion est-elle en diminution ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Yves Cruchten  
Député



**Réponse commune de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs et de Madame la Ministre de l'Environnement à la question parlementaire n° 3165 de l'honorable Député Monsieur Yves Cruchten**

- **Combien d'installations de biogaz au Luxembourg sont en mesure de bénéficier de la « prime de lisier » ?**

Conformément à l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables, le producteur d'énergie doit faire parvenir annuellement et au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mai de l'année suivant l'exercice écoulé au gestionnaire de réseau concerné une déclaration pour pouvoir bénéficier de la prime de lisier.

Pour les années 2014 à 2016, le nombre d'exploitations ayant remis la déclaration mentionnée ci-dessus et remplissant les conditions prévues par l'article 27 du règlement grand-ducal modifié du 1<sup>er</sup> août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables se présente comme suit :

2014 : 10 exploitations sur 30 exploitations  
2015 : 12 exploitations sur 28 exploitations  
2016 : 13 exploitations sur 25 exploitations

- **Quels sont les autres substrats utilisés au Luxembourg pour la production du biogaz ? Dans quelle mesure des céréales propres à la consommation humaine sont-elles utilisées pour la production de biogaz ?**

Conformément à l'article 35 de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, vingt installations de biogaz ont indiqué dans leur rapport annuel d'avoir accepté, à part du lisier, d'autres substrats dans leurs installations en 2015. Les autres substrats étaient par ordre décroissant : déchets organiques en provenance de tiers, maïs, fumier, herbes, herbes ensilées, plantes entièrement ensilées, seigle vert, maïs à grains, céréales, mélange herbes/maïs, betteraves, sorgho, tournesol, aliments pour animaux, herbes de Soudan.

Au total 55.940 tonnes de déchets organiques et 93.515 tonnes de substrats (hors lisier) ont été fermentés dans ces installations en 2015.

En 2015, 2.478 tonnes de céréales ont été traités dans ces installations de biogaz. Il ne ressort pas des rapports annuels si les céréales étaient propres à la consommation humaine ou non. En règle générale, on peut affirmer que l'utilisation de céréales sous forme de grains aptes à la consommation humaine est plutôt marginale, mais plus souvent dans le cadre de l'ensilage de la plante entière (GPS).

- **Quelle proportion des surfaces agricoles est-elle utilisée pour des cultures destinées à la production énergétique ? En comparaison aux années précédentes, cette proportion est-elle en diminution ?**

Concernant les surfaces agricoles utilisées pour des cultures énergétiques, le Service d'économie rurale recense annuellement dans les déclarations de surfaces les superficies en question. Pour les années 2017 et 2012 (année de comparaison), la situation se présente comme suit :

Culture	Surfaces année 2017 (ha)	Surfaces année 2012 (ha)
Maïs ensilé	571,07	564,43
Céréales ensilées	50,02	85,32
Prairies temporaires	125,36	59,37
Autres (p.ex. sorgho du Sudan, miscanthus)	171,82	58,99
Total	918,27	768,11
Surface agricole indigène totale (y compris les vignes)	122.759,30	124.613,83
Proportion des cultures énergétiques	0,748%	0,616%

A cet égard, il faut cependant souligner que :

- Il s'agit de données déclarées qui peuvent ne pas refléter dans tous les cas la réalité. En effet, la décision si une culture est utilisée comme culture énergétique peut très bien être changée en fin de culture. Ainsi, dans une année qui connaît une période de sécheresse continue (comme cette année), un maïs initialement déclaré comme culture énergétique peut finalement être utilisé comme plante fourragère pour combler les pertes encourues dans la production d'herbe.
- La liste des cultures énergétiques recensées est limitée. Ainsi, les céréales propres à la consommation mais utilisées à des fins énergétiques ne sont pas recensées comme telles (sachant que les céréales ensilées sont généralement des céréales fourragères)